

La figure de l'économiste alliant compréhension, prévision et conseil pour l'action a laissé place à la divergence des recherches. Analyser les économies telles qu'elles sont, en répondant à une demande sociale diversifiée, est un avenir possible de l'économie.

L'avenir de l'économie comme discipline

L'économie a un passé qui éclaire son futur. Si le capitalisme est innovation et mise en mouvement de l'histoire, pronostiquer les caractéristiques d'une discipline chargée d'en rendre compte relève de la mission impossible. Tentons néanmoins de poser quelques jalons. Une réévaluation majeure est intervenue par rapport aux espoirs qui prévalaient au début des années 60 concernant le quasi-achèvement d'une science économique bâtie sur la conjonction et la coopération de trois grandes figures.

Les trois figures de l'économiste

La première posture de l'économiste est celle du théoricien qui, à travers la mathématisation, cherche à bâtir une théorie générale. La figure emblématique serait celle de Paul Samuelson ou mieux encore de Gérard Debreu. Ces recherches culminent dans les démonstrations de l'économie du bien-être qui montrent sous quelles conditions l'intuition de la « main invisible » s'avère justifiée. Or, le déroulement même de ces travaux a montré qu'il n'était pas possible de généraliser les conditions de viabilité d'une économie de marché. La levée des hypothèses de base du modèle ouvrait autant d'avenues à des modélisations de plus en plus spécifiques. Adieu donc à l'espoir d'une généralisation de la théorie de l'équilibre général. Ainsi s'ouvre une période de fragmentation des approches théoriques au sein même de la théorie néo-classique.

La mobilisation des techniques statistiques et leur application aux séries chronologiques constituées par les données de comptabilité nationale définissent le rôle de l'économètre après la révolution keynésienne. A travers des tests concernant la signification statistique de relations, l'économiste cherche par exemple à dégager des



PAR ROBERT BOYER
directeur d'études à l'EHESS
et directeur de recherches
au CNRS-Cepremap

relations robustes, lui permettant d'élaborer des prévisions. C'est sur ces bases que se construit, après la Seconde Guerre mondiale, une macroéconomie appliquée de type keynésien, qui s'incorpore dans des modèles économétriques élaborés et mis en œuvre par des instituts en charge de la politique économique. La figure emblématique est celle de Lawrence Klein. Ce programme de recherche, après avoir donné de remarquables résultats dans les années 60, débouche ensuite sur une série d'anomalies telles que la montée tendancielle du chômage, la coexistence de récession et d'inflation, l'accentuation des déséquilibres extérieurs. On s'aperçoit alors que les régularités antérieurement détectées se sont effritées, au point de susciter une réorientation des hypothèses et des théories. L'équation de demande de

monnaie proposée par la théorie monétariste remplace l'estimation de la consommation et de l'investissement. Mais, à leur tour, les régularités qui associaient création monétaire et inflation sont remises en cause à partir du milieu des années 80. Echec donc de la détection de régularités macroéconomiques observables en très longue période.

A la belle époque, celle des années 60, se greffe une troisième figure de l'économiste comme ingénieur social de la politique économique. Sa tâche est d'allouer les divers leviers dont disposent les autorités publiques aux différents objectifs que se fixe une communauté nationale : stimulation de la croissance, maintien du plein-emploi, lutte contre l'inflation, équilibre du commerce extérieur. En un sens, tel est le couronnement de l'édifice qui, à partir de la percée de la théorie keynésienne, bénéficie des avancées des techniques statistiques et de la mesure des phénomènes économiques, au point que les économistes ont pu un temps considérer que la science économique était achevée. En effet, la trilogie comprendre, prévoir, agir était assurée. Les décennies 70 et 80 devaient montrer l'irréalisme de cette conclusion puisque, depuis lors, s'affrontent diverses conceptions de la politique économique : keynésienne, monétariste, classique, autrichienne, néoschumpétérienne. Les choix de politique économique, loin de résulter de l'éclairage de l'avancée de connaissances scientifiques, donc incontestables, dépendirent surtout de la formation des coalitions politiques et du renouveau des débats de principe, par exemple sur les mérites respectifs du marché et de l'Etat. Adieu la belle neutralité de l'économiste, porte-parole de la science.

Depuis lors, les programmes de recherche du théoricien, de l'économètre et des spécialistes de la politique économique ont très largement divergé.

De plus, la hiérarchie entre ces trois préoccupations s'est inversée.

A défaut de le comprendre, transformer le monde

Nombre de théoriciens avouent ne pas comprendre la logique des évolutions contemporaines, le plus souvent non conformes aux prédictions tirées de leurs modèles, si clairement fondés sur les trois hypothèses de comportement rationnel, d'équilibre de marché et de rationalité des anticipations. Dès lors, pourquoi ne pas proposer de transformer les économies concrètes pour les rendre conformes aux hypothèses de base de modèles dans lesquels s'évanouissent les grands problèmes du moment : le chômage, l'instabilité financière, le non-développement ?

Le domaine de la finance en est un bon exemple. Dans la théorie pure, comme l'affirme le théorème de Modigliani-Miller, la structure financière d'une entreprise ne devrait pas affecter sa valeur boursière. Dès lors, le plus simple n'est-il pas de réformer l'ensemble des dispositifs fiscaux et institutionnels pour que ce théorème devienne réalité ? L'invention du théoricien peut aussi donner naissance à de nouveaux instruments financiers qui, adoptés par les praticiens, ne manquent pas d'affecter l'évolution des systèmes financiers.

Le prix Nobel attribué en 1997 à Robert Merton et Myron Scholes témoigne de la reconnaissance d'une proposition d'ingénierie financière en tant que contribution scientifique. Les

tenants d'une science économique achevée peuvent y voir une confirmation du caractère scientifique de l'économie, à l'égal de la physique. Les critiques soulignent au contraire le caractère normatif et performatif que joue alors la théorie, ce qui n'est bien sûr pas le cas dans les sciences de la nature. Quant aux défenseurs de la démocratie, ils ne peuvent manquer de souligner le danger que présente ce rôle parfois déterminant accordé à l'économiste dans des décisions qui engagent la société dans son ensemble... alors même que le déterminisme de « lois économiques » est si peu fondé.

Une tension majeure

Ainsi a vécu l'espoir d'une science économique qui livrerait tout à

C. Boisseaux Chical - Réa



Distribution de repas à Madagascar. Certains économistes transforment les économies concrètes pour les rendre conformes à des modèles où disparaissent le non-développement, l'instabilité financière, le chômage.

L'avenir de l'économie comme discipline

■ ■ ■ la fois compréhension, prévision et conseil pour l'action. S'ouvrent alors deux perspectives. Si l'on devait prolonger les tendances récentes, il faudrait anticiper un renforcement du rôle de l'économiste comme réformateur social. Au cœur de cette visée, se trouve la constatation que l'économiste est en fait porteur d'une conception de ce qu'est une bonne société : elle se doit de rechercher une allocation efficiente à travers des mécanismes de marché, garantie d'une liberté conçue comme première par rapport à un idéal de justice sociale. Certes, le regain des théories de la justice conteste cette primauté d'une approche strictement économique, pour mettre au premier plan l'objectif de réalisation des potentialités de chacun des membres d'une société. Hélas, le théoricien de la justice sociale a moins de poids que l'économiste qui conseille au jour le jour le banquier central, le ministre des Finances ou les dirigeants des grandes entreprises ! L'économiste finit par avoir un impact – même indirect et partiel – sur l'organisation des sociétés, au point de devenir expert plus que membre d'une communauté scienti-

fique qui se consacrerait exclusivement à l'avancement des connaissances fondamentales. C'est poser la délicate question : pour qui travaille l'économiste ? Est-on sûr que les résultats qu'il avance sont indépendants des intérêts économiques en jeu ?

La lecture des recherches menées au cours des années 90 suggère la possibilité d'une bifurcation vers une tout autre trajectoire. Analyser les économies telles qu'elles sont, et non pas telles qu'elles devraient être, voilà le projet implicite de diverses communautés. Le renouveau des travaux d'économie historique et l'intérêt de plus en plus manifeste pour les institutions économiques ouvrent la perspective d'une réinsertion de l'économie dans les sciences sociales. Le projet est de rendre intelligibles les configurations et les trajectoires livrées par l'histoire. De même, l'économie expérimentale cherche une représentation plus satisfaisante des comportements que celle que propose l'*homo œconomicus*, pratique pour la modélisation, mais si fréquemment démentie dans les comportements observés. Ou encore, l'appréciation de l'impact des

changements dans les réglementations publiques gagne à faire l'objet d'évaluations *ex-post* à partir d'un usage intensif de données individuelles, et non pas seulement de simulations menées à partir de modèles théoriques bâtis sur des hypothèses fragiles et controversées.

La démocratie au secours de l'économie ?

Donner un tour plus empirique à la théorie des jeux permettrait d'expliquer certains faits stylisés à partir de la donnée précise de règles du jeu et de la prise en compte du contexte en termes de pouvoir et d'information. Même la théorie des imperfections de marchés pourrait connaître un nouveau cours. Il est sans doute vain de tenter désespérément de restaurer un mythique marché de concurrence pure et parfaite. Pourquoi ne pas chercher à comprendre l'origine de ces imperfections et concevoir des systèmes qui, bien que composés de mécanismes chacun imparfaits, livrent un résultat acceptable, voire même supérieur à celui d'un équilibre de marché pur ?

ENTRETIEN

James. K. Galbraith *

« Les économistes dominants ne contribuent pas de manière in



■ Alternatives Economiques : A quelles questions essaient de répondre la science économique aux Etats-Unis aujourd'hui ?

James K. Galbraith : (rires) La science économique américaine ne cherche à répondre à aucune question ! Quand on qualifie l'approche dominante de « mainstream », cela renvoie à l'image d'un courant, de

quelque chose qui bouge. Or, la théorie économique dominante aux Etats-Unis, comme ailleurs dans le monde, ressemble plutôt aux eaux calmes d'un lac, sans mouvement particulier dans un sens ou dans l'autre. Quand les économistes se préoccupent de donner des conseils de politique économique, ils fournissent de tièdes justifications aux choix politiques. Disons le franchement, les économistes dominants ne contribuent pas de manière intéressante au débat social. Ils se font l'écho d'idées produites par des gens qui ont été importants dans le passé, comme Keynes ou d'autres, plutôt que d'apporter des réponses originales aux questions qui se posent aujourd'hui.

■ Quelles sont les conséquences de la forte spécialisation des économistes ?

La spécialisation en tant que telle ne me dérange pas. On a besoin d'être spécialisé, jusqu'à un certain point, pour produire un travail empirique de qualité. Je suis plus gêné par le fait que la qualité du travail des économistes soit jugée sur leur volonté d'inclure dans leurs travaux ce que l'on ne peut même pas qualifier de mathématiques sophistiquées, mais d'algèbre simple. Cela n'ajoute rien à leurs recherches, mais c'est devenu le signe de reconnaissance d'appartenance au clan.

■ Les départements d'économie attirent-ils encore les étudiants ?

Oui, ils attirent encore un nombre assez important d'étudiants, mais la majorité d'entre eux iront travailler dans des banques d'affaires ou deviendront des cadres d'entreprise.

Les étudiants sont sélectionnés pour leur intelligence mathématique, ce qui ne les prédispose pas forcément à devenir, et à vouloir devenir, de bons analystes des problèmes économiques.

■ Comment jugez-vous de l'état de la pensée économique hétérodoxe aujourd'hui ?

Il y a beaucoup d'économistes en dehors du mainstream. Ils forment une communauté mieux structurée que par le passé. Grâce à Internet, il est maintenant possible à des gens dispersés dans de nombreux endroits d'entretenir des contacts réguliers et de partager leurs réflexions. En ce sens, la pensée dominante apparaît plus faible qu'il y a dix ou quinze ans. Mais, dans le même temps, il est plus difficile aujourd'hui pour un écono-

Ainsi, l'avenir de l'économie s'éclaire à partir de quelques questions clés. D'abord, si les connaissances économiques sont le résultat de l'activité d'une communauté d'individus, force est de reconnaître l'originalité de la période contemporaine. Alors qu'il était un érudit au XVIII^e siècle, l'économiste devient le savant du XIX^e siècle ; après la Seconde Guerre mondiale, son statut est celui du chercheur ; les dernières décennies lui ont attribué un nouveau rôle : celui d'expert. Entre parenthèses, cette évolution n'est pas propre au champ de l'économie, elle est commune avec celle observée pour les sciences de la nature, mais aussi certaines sciences sociales telles l'histoire.

C'est poser la question de la demande sociale d'analyses économiques. Traditionnellement, l'Etat au sens large était le principal interlocuteur de l'économiste. Ce rôle demeure, mais il évolue sous l'effet de la différenciation des diverses sphères d'activités, au point de faire apparaître de nouvelles spécialités, définies moins par leurs propos théoriques que par leur pertinence par rapport à des décisions des autorités publiques.

Parallèlement, la puissance des grandes entreprises fait apparaître le besoin d'une expertise centrée sur la stratégie des agents privés et leur réaction face aux tentatives de contrôle par les autorités publiques. Dans la mesure où les écoles de commerce, au sens large, attirent une fraction croissante des étudiants, la nature de l'analyse économique ne peut rester inchangée. Plus encore, la montée d'une « juridicisation » des rapports économiques et sociaux place l'économiste dans la position de l'expert face au juge et à l'avocat. Le fait, par exemple, que la théorie des marchés contestables ait été élaborée en réponse à des procès traitant de pratiques anti-concurrentielles témoigne de la possibilité, voire de la vraisemblance, d'une réorientation significative des travaux des économistes.

Il faut aussi s'interroger sur la géographie de la science économique. En effet, l'innovation en la matière a presque toujours été l'apanage des

pays les plus avancés. Cette tendance semble s'être renforcée du fait de la concentration des universités et des instituts de recherche dans les pays les plus riches, quitte à ce que les chercheurs du monde entier affluent dans les centres correspondants. De ce fait,

les économistes sont plus sensibles aux problèmes des sociétés dans lesquelles ils vivent qu'à la variété de ceux auxquels font face les pays les plus pauvres. Face à l'internationalisation, ces derniers sont alors analysés par

rapport aux canons d'une science économique réputée universellement valable, alors même que les années 90 ont montré la persistance, voire l'approfondissement, d'une considérable diversité des régimes de croissance et des modes de régulation. Dans la concurrence entre pays, à la liste des avantages concurrentiels, voire des armes, dont disposent les pays les plus riches – le capital, les connaissances techniques, les ressources naturelles –, il faut sans doute ajouter la maîtrise des outils de l'économie.

Dans ces conditions, les relations entre la science économique et la démocratie apparaissent comme déterminantes. Face aux dangers d'une captation de la communauté des économistes par une série d'intérêts privés – et en conséquence son éclatement en autant de groupes que de champs et d'intérêts économiques –, ouvrir une arène dans laquelle seraient confrontées les diverses demandes adressées à l'économiste aurait un double intérêt. D'abord, ce serait réaffirmer la primauté de la démocratie sur la logique économique. Ensuite et surtout, cela donnerait une chance à l'économie d'affirmer sa scientificité par une mise à distance d'une dépendance trop stricte à l'égard d'un rôle purement fonctionnel. Un tel espoir n'est en rien évident puisqu'il s'inscrit en rupture par rapport à ce que l'on avait observé dans les années 90. Il n'est pourtant pas totalement utopique. ■

Les relations entre la science économique et la démocratie apparaissent comme déterminantes

e intéressante au débat »

miste hétérodoxe d'obtenir un poste dans les universités prestigieuses contrôlées par la pensée dominante.

■ Quels doivent être les liens entre l'approche économique et celle des autres sciences sociales ?

Ils devraient être beaucoup plus importants. J'enseigne dans une école de gestion publique où je côtoie tous les jours des politistes, des sociologues, etc., ce qui permet de nourrir la réflexion économique. Les économistes qui ne parlent qu'aux autres économistes, et le plus souvent pour discuter seulement de la qualité de leur dernier modèle, ne me semblent pas pouvoir contribuer de manière constructive à

la résolution des problèmes économiques et sociaux du moment. Tôt ou tard, les universités comprendront qu'il faut qu'elles consacrent plus de moyens aux études économiques qui cherchent à comprendre le monde réel plutôt qu'aux recherches des économistes enfermés dans leurs petits monastères.

■ Comment jugez-vous la pensée économique dominante en Europe ?

Je ne suis sûrement pas le meilleur expert sur le sujet mais, pour ce que j'en connais, j'ai l'impression que c'est une reproduction, quelquefois en pire, de la pensée dominante aux Etats-Unis. Cela consiste à re-

prendre les parties les plus abstraites et ahistoriques possibles pour en faire le cœur de l'enseignement et de la recherche, en particulier en France. La standardisation des réflexions, la reconnaissance du sérieux d'un travail au seul fait qu'il ressemble en mieux à ce qui a déjà été dit ou fait, est un obstacle à la réflexion économique. La diversité, le pluralisme d'approche et la volonté de répondre aux problèmes qui se posent sont nécessaires pour le développement d'une science économique de qualité. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR CH. CH.

* Professeur d'économie à la London B. Johnson School of Public Affairs à l'Université du Texas à Austin.